

*Commission
de la fonction
publique*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demandes de renseignements généraux

Avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 : les endroits et dates de départ et de retour; la copie des programmes et rapports de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.					
UNITÉ ADMINISTRATIVE :					
ENDROIT	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	TITRE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT
Winnipeg	2014-05-06	2014-05-08	Groupe de travail sur les mesures et les indicateurs relatifs aux ressources humaines (Interjurisdictional Measures and Metric Working Group Meeting) relevant de la Conférence des commissaires des fonctions publiques du Canada	Rencontre avec le comité canadien IMMWG regroupant des représentants de différentes provinces canadiennes sous la présidence de Mme Kathy Cox-Brown	Transport : 799,98 \$ Voyage : 335,14 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2014-2015 : l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; les coûts ventilés; le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016; les noms des firmes de publicité retenues; la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Aucune dépense en publicité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 ventilées par type d'événement; le but visé par chaque dépense; le nombre total et la liste d'événements ventilée par type d'événement.

Par une firme externe : les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 ventilées par type d'événement; le but visé par chaque dépense; le nom du professionnel ou de la firme de publicité; la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; le but visé par chaque dépense; le nombre total et liste d'événements ventilée par type d'événement.

Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 5

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; ventilées par type d'événement; le but recherché par chaque dépense; le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par une firme externe : les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; le but visé par chaque dépense; le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015	NOM DE LA FIRME DE PUBLICITÉ		NOM DU FOURNISSEUR	BUT
Aucune formation.			.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 6

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
le but visé par chaque dépense, la nature de la formation, les personnes concernées

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014	BUT	NATURE	PERSONNES CONCERNÉES	
Aucune dépense en formation de communication pour l'exercice financier 2014-2015				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
AFI expertise inc.	Cours SharePoint-Support utilisateur, gestion d'un site et matériel	840,00 \$	Contrat négocié
Barreau du Québec	Formation médiation en matière civile et commerciale	1 570,00 \$	Contrat négocié
Bédard, Marie-Dominique	Design et installation d'armoires de rangements (centre de documentation)	6 574,00 \$	Contrat négocié
Bédard, Marie-Dominique	Design, aménagement et ameublement de la salle des employés - cuisine	3 240,00 \$	Contrat négocié
Centre de formation patronale syndicale	Formation en droit du travail	1 092,26 \$	Contrat négocié
Centre de services partagés du Québec	Formations (tenue de concours, méthodologie des enquêtes, droit administratif, etc.)	2 315,00 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Abonnement annuel aux ententes d'achats de la direction générale des acquisitions	500,00 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de reprographie	516,40 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de ressources humaines – Programme d'aide aux employés et opérations gouvernementales de dotation	4 376,80 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de stockage et d'entreposage	2 682,37 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de télécommunication	15 248,21 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Transport de courrier et de marchandises	5 491,04 \$	Entente gouvernementale
Centre d'ordinateurs S.T.O. inc.	Matériel et accessoires informatiques	2 665,75 \$	Contrat négocié
Centre international de lisibilité inc.	Atelier sur la rédaction claire pour l'effectif de la CFP	2 500,00 \$	Contrat négocié
Charron, Paul	Services de rédaction	3 300,00 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Communication Publi Griffe inc.	Conception et reprographie - Rapport annuel et rapports de vérification	14 575,00 \$	Contrat négocié
Compugen	Logiciels Backup Essentials et Emerg phone	700,00 \$	Contrat négocié
Dell Canada inc.	Achat d'ordinateurs	5 408,55 \$	Entente gouvernementale
Dumais, Hélène	Révision linguistique	2 190,00 \$	Contrat négocié
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation : Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader	4 200,00 \$	Contrat négocié
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation : Optimiser les processus administratifs	1 912,50 \$	Contrat négocié
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation : Comprendre le fonctionnement de l'état	8 600,00 \$	Contrat négocié
École nationale d'administration publique (ENAP)	Cartographie des principaux enjeux liés à la divulgation d'actes répréhensibles au sein de la fonction publique	10 080,00 \$	Contrat négocié
Énergie Mobilisation	Sondage mobilisation du personnel	7 500,00 \$	Contrat négocié
Euromart	Peinture salle des employés – cuisine	1 215,82 \$	Contrat négocié
Euromart	Entretien - Salle des employés - cuisine	1 568,27 \$	Contrat négocié
Fournitures de bureau Denis	Cartouches d'encre pour imprimantes	2 557,37 \$	Contrat négocié
Gestar	Soutien annuel du logiciel de gestion documentaire eDocumentik	1 468,95 \$	Contrat négocié
Government of Newfoundland and Labrador	Inscription à la 50e conférence des commissaires des fonctions publiques du Canada	1 100,000 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Guy Perron CPA inc.	Services-conseils en matière de processus et de méthodologie de vérification	10 000,00 \$	Contrat négocié
Hypertec Systèmes inc.	Achat d'ordinateurs	798,41 \$	Entente gouvernementale
Institut des auditeurs internes - section de Québec	Formation : Audit fondé sur les risques	675,00 \$	Contrat négocié
Institut des auditeurs internes - section de Québec	Frais d'adhésion à l'Institut	718,00 \$	Contrat négocié
Jeanrie, Chantal	Formation et services-conseils – Certification des moyens d'évaluation	1 800,00 \$	Contrat négocié
Jeanrie, Chantal	Services-conseils – Certification des moyens d'évaluation	4 375,00 \$	Contrat négocié
JFLarouche agence de publicité	Services informatiques (mises à jour du site Web)	2 439,45 \$	Contrat négocié
Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L.	Validation des données du rapport annuel 2013-2014 de la CFP	5 610,00 \$	Contrat négocié
Lyreco	Papier à photocopieur et imprimante	2 180,00 \$	Entente gouvernementale
Médiation Sophilex	Formation sur la médiation en matière civile, commerciale et de travail	1 400,00 \$	Contrat négocié
Micro-Logic	Équipement informatique pour réseau sans fil	2 844,00 \$	Contrat négocié
Micro-Logic	Ordinateurs et imprimantes	2 996,82 \$	Entente gouvernementale
Ministre des Finances et de l'Économie (Com. lésions prof.)	Location salle d'audience	1 200,00 \$	Contrat négocié
Novaxis Solutions inc.	Abonnement à Citation-Droit du travail	1 924,92 \$	Contrat négocié
Mouvement québécois de la qualité	Inscription au Mouvement	777,01 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Nurun	Services-conseils - Cartographie des processus opérationnels	8 693,75 \$	Contrat négocié
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Inscriptions au congrès des CGRH	1 695,00 \$	Contrat négocié
Plantéca paysagiste d'intérieur inc.	Services d'entretien de plantes intérieures	1 291,68 \$	Contrat négocié
Poulin, Louise	Honoraires professionnels sur démarches de médiation	4 095,00 \$	Contrat négocié
Randstad Intérim inc.	Services de placement de personnel	829,50 \$	Contrat négocié
Rapide Transport	Service de déménagement (mutation de personnel)	4 370,40 \$	Contrat négocié
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Cotisation au regroupement	508,75 \$	Contrat négocié
Ricoh Canada inc.	Location et frais de services d'appareils d'impression	7 106,85 \$	Entente gouvernementale
Roberge, Jean-Paul	Services-conseils pour la préparation et la rédaction d'un avis au Conseil du trésor	2 053,92 \$	Contrat négocié
Siemens	Services pour système de sécurité	500,00 \$	Contrat négocié
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Loyer bureau de Montréal	5 350,62 \$	Entente gouvernementale
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Loyer salle d'audience Montréal	7 394,40 \$	Entente gouvernementale
Shred-it	Destruction sécuritaire de documents	500,25 \$	Contrat négocié
Solutions Victrix inc., Les	Sécurité de l'information – tests d'intrusion	5 000,00 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Services de soutien informatique	38 873,10 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Technologies Umbrella inc.	Licence service antipourriel Barracuda	918,00 \$	Contrat négocié
Thiffault, Ginette	Services-conseils	608,00 \$	Contrat négocié
Tremblay, Danielle	Services-conseils et rédaction	3 300,00 \$	Contrat négocié
Turcotte, Alyne	Rédaction de descriptions d'emploi	1 440,00 \$	Contrat négocié
Université de Sherbrooke	Inscription au colloque en éthique appliquée	990,01 \$	Contrat négocié
Voyage interpays	Frais de transport pour la rencontre du Groupe de travail sur les mesures et les indicateurs relatifs aux ressources humaines relevant de la Conférence des commissaires des fonctions publiques du Canada, à Winnipeg	799,98 \$	Contrat négocié
Wolters Kluwer Québec Ltée	Formation – Revue jurisprudentielle en droit du travail	595,00 \$	Contrat négocié

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.							
Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
Aucun appel d'offres public							

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 9

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

FOURNISSEUR	MONTANT ACCORDÉ	MOTIFS
Aucun contrat n'a fait l'objet de l'autorisation prévue à l'article 17 de la Loi.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	MONTANT ACCORDÉ	MOTIFS
Voir réponse à la question 7		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; une description de son mandat; la date de début de son contrat; la date prévue de fin de son contrat; sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec au www.seao.ca.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Aucun projet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: la photocopie; le mobilier de bureau; l'ameublement; la décoration et l'embellissement; le distributeur d'eau de source; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

OBJET	COÛT
Photocopie	6 981,85 \$
Mobilier de bureau	1 137,70 \$
Ameublement	2 569,99 \$
Décoration et embellissement	750,00 \$
Distributeur d'eau de source	0,00 \$
Remboursement des frais de transport	5 105,17 \$
Remboursement des frais d'hébergement	9 288,96 \$
Remboursement des frais de repas	1 413,73 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0,00 \$
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses) :	
– Au Québec	38 891,16 \$
– Extérieur du Québec	0,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois) de chaque dépense reliée à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); le nombre de téléavertisseurs utilisés; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le coût des contrats téléphoniques; les noms des fournisseurs; le nombre de minutes utilisées; les ordinateurs portables; le nombre d'ordinateurs portables; les coûts des frais d'itinérance; les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Nombre de téléphones cellulaires :	5
Nombre de portables et tablettes électroniques :	11
Nombre de téléavertisseurs :	0
Coûts d'acquisition :	4 051,30 \$
Coûts d'utilisation :	311,69 \$
Nom des fournisseurs :	Rogers
Coût des contrats téléphoniques :	1 717,83 \$
Nombre de minutes utilisées :	11 820,00
Coût des frais d'itinérance	0,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15A
 MINORITÉS VISIBLES 35 ANS ET PLUS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET PLUS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Présidence et commissaires	0		0		0		1	2,86 %	0		0		0		0		1	2,86 %	3	8,57 %	1	2,86 %	3	8,57 %
Cadres	0		0		0		0		0		0		0		0		2	5,71 %	1	2,86 %	2	5,71 %	1	2,86 %
Professionnels	0		0		2	5,71 %	0		0		0		0		0		5	14,29 %	11	31,43 %	7	20,0 %	13	37,14 %
Techniciens	0		0		0		0		0		0		0		0		0		4	11,43 %	0		4	11,43 %
Personnel de bureau	0		0		0		1	2,86 %	0		0		0		0		0		4	11,43 %	0		4	11,43 %
Ouvriers	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Total	0		0		2	5,71 %	2	5,71 %	0		0		0		0		8	22,86 %	23	65,72 %	10	28,57 %	25	71,43 %
																					TOTAL 2014-2015 : 35			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15B
 MINORITÉS VISIBLES 35 ANS ET MOINS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.																								
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET MOINS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Présidente et commissaires	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	2,86 %	3	8,57 %
Cadres	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		2	5,71 %	1	2,86 %
Professionnels	0		0		0		0		0		0		0		0		2	5,71 %	2	5,71 %	7	20 %	13	37,14 %
Techniciens	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		4	11,43 %
Personnel de bureau	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		4	11,43 %
Ouvriers	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Total	0		0		0		0		0		0		0		0		2	5,71 %	2	5,71 %	10	28,57 %	25	71,43 %
																					TOTAL 2014-2015 : 35			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15C- Jours de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	AUTRES CATÉROGIES
6	169	42	10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15D
RÉSERVE DE CONGÉS DE MALADIE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.

Réserve de moins de 10 jours 19 personnes

Réserve entre 10 et 50 jours 10 personnes

Réserve entre 50 et 100 jours 5 personnes

Réserve de plus de 100 jours 4 personnes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15E - Heures supplémentaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

PROFESSIONNELS 2013-2014				PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS 2013-2014			
PAYÉES		COMPENSÉES		PAYÉES		COMPENSÉES	
NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT
35,58	1 769,93 \$	207,5	9 462, 40 \$	72,08	3 023,44 \$	236,47	10 587,87 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15F - Jours de vacances

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	4	2	7	18	17	10,5		5	4		4	5
Professionnels	18	20	68	78	121,5	22,5	23,5	28,5	45	15	1	12
Personnel de bureau et techniciens	6	2	15	30	52	4,5	0,5	8	7	2	11	1
Autres	6,5	2	13	25	11		2,5	1	4,5	11	1	2
TOTAL	34,5	26	103	151	201,5	37,5	26,5	42,5	60,5	28	17	20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15G
RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.

Réserve de moins de 10 jours	17 personnes
Réserve entre 10 et 50 jours	7 personnes
Réserve entre 50 et 100 jours	1 personne
Réserve de plus de 100 jours	0 personne

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15H
PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15I - Personnel double rémunération

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15J - Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	
Président et commissaires	4	4	4	Québec
Cadres	2	3	3	Québec
Professionnels	26	23	20	Québec
Techniciens	3	3	4	Québec
Personnel de bureau	5	5	4	Québec
Total	40	38	35	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15K - Effectifs complexité

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.			
	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Experts	7	6	5
Émérites	1	1	0

¹ À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15L - Effectifs traitement supérieur

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.			
	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ¹	2	2	2

¹ Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15M
 POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	
Président et commissaires	4	4	4	Québec
Cadres	2	3	3	Québec
Professionnels	26	23	20	Québec
Techniciens	3	3	4	Québec
Personnel de bureau	5	5	4	Québec
Total	40	38	35	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15N
EFFECTIFS CINQ PROCHAINS EXERCICES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 150
EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15P
DÉPARTS VOLONTAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16A - Départs à la retraite

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

	2013-2014	2014-2015
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16B - Remplacement selon PGRH

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Aucun remplacement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16C - Départs à la retraite prévus

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 (employés admissibles) et les indemnités de retraite qui seront versées.		
	2015-2016	2016-2017
Président et Commissaires	0	0
Cadres	0	0
Professionnels	1	3
Techniciens	0	0
Personnel de bureau	1	0

Le SCT ne détient pas l'information sur les indemnités de retraites qui seront versées

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16D - Retraités à contrat

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats : 5	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d’eux : l’emplacement de la location; la superficie totale pour chaque local loué; la superficie totale réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; le coût d’aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l’espace loué; les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Emplacement	Superficie du local loué	Coût total de ladite location	Coûts d’aménagement et/ou rénovation	Durée du bail	Propriétaire de l’espace loué
800, place D'Youville, Québec	1 185,17 m²	318 384,36 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI
800, place D'Youville, Québec (entreposage)	10,83 m²	1 479,05 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	27,28 m²	5 837,04 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (salle d'audience au palais de justice de Montréal)	n/d	7 394.40 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : la ou les dates des travaux; les coûts; le nom de la firme ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale et l'assignation actuelle; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun personnel hors structure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : le poste initial; le salaire; le poste actuel, s'il y a lieu; la date de la mise en disponibilité; les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); prévisions pour 2015-2016; par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé et le nom de l'organisme; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; l'assignation actuelle; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun personnel rémunéré affecté à d'autres organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA COMMISSION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2014-2015 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service.

FOURNISSEUR	NATURE DU SERVICE	MONTANT
L'Actualité	Revue L'Actualité	10,53 \$
Les Affaires	Journal Les Affaires (abonnement annulé en cours d'année)	(31,58 \$)
Le Devoir inc.	Journal Le Devoir (abonnement annulé en cours d'année)	(69,39 \$)
Messageries dynamiques	Journal de Québec (abonnement annulé en cours d'année)	(65,80 \$)
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Code civil du Québec – Mises à jour	66,50 \$
Éditions Yvon Blais inc., Les	Mises à jour de la Loi sur l'accès à l'information – Mesures disciplinaires 2 ^e version, –Abonnement à la revue d'arbitrage et de médiation, volume 4 – Charte Canadienne des droits et libertés	1 427,35 \$
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	828,00 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Banque de données Azimut	150,00 \$
Solutions Novaxis inc.	Banque de données Cit@tion – Droit du travail en ligne 2014-04-01 au 2015-03-31	1 924,92 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA COMMISSION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère, ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.		
FOURNISSEUR	NATURE DU SERVICE	MONTANT
Sans objet.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Commission de la fonction publique du Québec www.cfp.gouv.qc.ca	JF Larouche Agence de publicité	12 595 \$	2014-2015 : 2 439,45 \$	Hélène Sarrasin	Le site de la Commission est mis à jour de façon continue.	Le site a été refait en 2013-2014. Coûts : 12 595 \$ Critères : Refonte

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA COMMISSION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 28

Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: la liste; le nom de la personne les mandats de chacune de ces personnes; les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.

FOURNISSEUR	OBJET	COÛT
Veuillez vous référer à la question 7		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29

Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune dépense effectuée pour 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 30

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; le nombre total de demandes reçues; le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 de la Commission.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 31

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Veuillez référer aux réponses aux questions 1 et 2.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 32

La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 33

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 34

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2014-2015 de la Commission.

La Commission de la fonction publique n'a aucun service tarifié.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 35

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 36

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue en 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 37

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2013-2014 et 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

		Montant déboursé en 2014-2015
Emplois supérieurs		- \$
Cadres		- \$
CGRH		32 471 \$
Professionnels		7 846 \$
Personnel de bureau et techniciens		3 050 \$
Total		43 367 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 39

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 40

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 41

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne; boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

Aucun cadre, dirigeant de la fonction publique incluant les sous-ministres n'a été déplacé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 42

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité formé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 43

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'études des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 44

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 45

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe de cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 46

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 47

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2014-2015.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 48**

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme touché(e); le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le montant accordé; le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec au www.seao.ca.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 49A

49 A. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 : la dépense totale (opération et capital); les grands dossiers en cours; le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Services internes

Encadrement	0,00 \$
Continuité	22 100,00 \$
Projets	0,00 \$

Services externes

Encadrement	0,00 \$
Continuité	66 800,00 \$
Projets	0,00 \$

Rémunération du personnel

Encadrement	25 800,00 \$
Continuité	5 000,00 \$
Projets	0,00 \$

Acquisition et location de biens

Encadrement	0,00 \$
Continuité	38 000,00 \$
Projets	0,00 \$

Total des ressources informationnelles 157 700,00 \$

Moins crédits d'immobilisations 8 800,00 \$

Total dépenses capitalisables 148 900,00 \$

Plus dépenses d'amortissement 11 200,00 \$

Grand total des dépenses figurant aux résultats 160 100,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 49B

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 : les grands dossiers en cours.

Les informations sont disponibles sur le site internet www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 49D

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 : la dépense totale (opération et capital); les grands dossiers en cours; le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 50A

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 50B

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : les indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Aucune indemnité de retraite n'a été versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 51

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Voir les réponses 15C et 15F.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 52

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 53

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 54

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun : le sujet; la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; les coûts reliés à sa réalisation; le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.